



Areva et Duke Energy s'allient dans la biomasse aux Etats-Unis

Bien placé pour participer à la relance du nucléaire aux Etats-Unis, Areva y affiche aussi des ambitions dans le domaine des énergies renouvelables. Le français a annoncé hier la création d'une société commune avec l'américain Duke Energy. Baptisée « Adage », cette coentreprise a été mise sur pied pour développer des centrales biomasse outre-Atlantique fonctionnant principalement à partir de bois de chute. Areva assurera la conception et la construction de chaque unité, tandis que Duke l'exploitera. Areva a déjà construit près d'une centaine de centrales biomasse en Europe, en Asie et en Amérique du Sud.

MARCHE



L'Inde entame sa tournée nucléaire

ÉNERGIE

L'accord nucléaire que doit signer aujourd'hui le Premier ministre indien à Washington ouvre la voie à un marché estimé à 100 milliards de dollars.

À NEW DELHI

Le Premier ministre indien Manmohan Singh se rend aujourd'hui à Washington où il devrait normalement signer un accord-cadre sur le nucléaire entre les deux pays. Mardi prochain, il sera à Paris, où il devrait faire de même avec la France, les autorités des deux pays espérant bien que l'accord nucléaire franco-indien, préparé lors de la visite de Nicolas Sarkozy en Inde en janvier dernier, pourra effectivement être ratifié sans plus attendre.

Moins de trois semaines après que le Groupe des fournisseurs nucléaires (NSG) a octroyé à l'Inde une dérogation lui ouvrant les portes du

commerce nucléaire civil, le Premier ministre indien effectue donc une tournée internationale largement placée sous le signe des grands contrats. Enjeu : doter le deuxième pays le plus peuplé de la planète d'un ensemble de centrales nucléaires susceptibles de répondre à ses gigantesques besoins d'énergie. Soit environ 100 milliards de dollars d'investissements d'ici à 2030...

L'Inde a déjà fait savoir qu'elle compte travailler avec le français Areva, l'américain Westinghouse Electric Company, l'alliance américano-japonaise General Electric-Hitachi et l'agence atomique russe Rosatom. Reste à savoir comment va se répartir le gâteau. À New Delhi, les observateurs tablent sur une vague de contrats en faveur des entreprises américaines, en remerciement des efforts déployés par Washington pour faire accepter aux pays du NSG la dérogation consentie à l'Inde.

La « reconnaissance » indienne pourrait même s'étendre, disait-on, à de grands contrats dans la défense. Mais depuis, les Indiens ont mal pris certaines interprétations restrictives de l'accord formulées par l'adminis-

tration américaine. Et Delhi insiste beaucoup, ces jours-ci, sur la rigueur de ses appels d'offres. Les processus en place font que « nous ne pourrions pas accorder de faveurs, même si nous le voulions », affirme à *La Tribune* Nagesh Kumar, directeur général du centre d'études des relations économiques internationales RIS.

LES CHANCES FRANÇAISES

S'exprimant lors de la visite à New Delhi d'Anne-Marie Idrac, secrétaire d'État française au Commerce extérieur, la semaine dernière, son homologue indien, Kamal Nath, s'était montré très encourageant sur les chances françaises en matière de contrats nucléaires, soulignant « l'énorme expérience de [notre] pays dans ce domaine ». Alors même que les autorités des deux pays se fixent comme objectif de parvenir à un doublement des échanges d'ici à 2012 — il en sera question mardi à Paris —, les fournisseurs français de nucléaire, Areva en tête, semblent bien placés. De toute façon, souligne Nagesh Kumar, « il y a de la place pour tout le monde ».

PATRICK DE JACQUELOT



Turkey's nuclear tender falls flat

Single bid made to build first plant

By Delphine Strauss
in Ankara

Turkey suffered a setback in its efforts to reduce a costly dependence on energy imports yesterday, receiving just one bid in a tender to build the country's first nuclear power plant.

The 4,000 megawatt plant near Mersin on the Mediterranean coast is intended to be the first of three, aimed at averting power shortages and lessening reliance on natural gas imports from Russia and Iran.

"Nuclear is a very good option for Turkey, said Luis Echávarri, director-general

of the Organisation for Economic Co-operation and Development nuclear energy agency, adding that the first venture into the sector would help to build a domestic industry. However, the lacklustre response to a project that had initially attracted widespread interest from foreign and domestic groups is an embarrassment that will raise doubts over Turkey's ambition to rush the first plant into operation by 2015.

The only proposal submitted by yesterday's deadline came from a consortium led by Russia's Atomstroyexport and Inter Rao, together with Turkey's Park Teknik Group.

Yasar Cakmak, the chairman of the tender commission, said five other res-

ponses were simply "thank you letters" declining to bid.

The government had stuck to the deadline despite requests from several companies for more time to prepare. Recep Tayyip Erdogan, the prime minister, reiterated on Monday there would be no extension despite the turbulence in global markets.

Turkey's ruling Justice and Development party is keen to show progress with its economic programme after a year of political distractions. It also needs to demonstrate that turmoil in global markets and political tensions at home will not damage Turkey's ability to attract foreign investors.

However, this haste appears to have backfired. The tender failed to attract

interest from companies such as US-based Westinghouse or France's Areva, seen as the reference for the industry. Other groups bought the tender documents but decided not to bid.

"In nuclear terms, 2015 is tomorrow," one expert on the sector said. "When suppliers ask you for more time, you listen."

An analyst in Istanbul said the tender might now be suspended or cancelled, since without a genuine competition, anti-nuclear campaigners would find it easier to take court action.

The authorities said the process would continue with the tender commission deciding whether to refer the bid to Turkey's Atomic Energy Board.

ENVIRONNEMENT



Les Européens revoient à la baisse leurs ambitions environnementales

EUROPE

LES FAITS. Certains États membres veulent alléger les contraintes environnementales pesant sur leurs entreprises. De leur côté, les députés européens adoucissent les règles sur les émissions de CO₂ des automobiles.

Les nuages s'amoncellent au-dessus du projet européen en matière énergétique et de lutte contre le changement climatique. Baptisé « paquet énergie et climat », ce projet, sur lequel se penchent les parlementaires de l'Union européenne en vue d'une possible adoption avant la fin de l'année, doit non seulement définir la stratégie de l'UE dans ce domaine sensible (réduction des émissions de CO₂ de 20 % d'ici à 2020, augmentation de la part des énergies renouvelables à 20 %, etc.), mais aussi permettre de relancer les négociations internationales sur le climat.

Or les derniers signaux émis in-

quiètent les partisans d'un paquet ambitieux. Ces derniers jours, le gouvernement allemand s'est rangé aux côtés de ses lobbies industriels : ceux-ci sont vigoureusement opposés à la proposition de la Commission européenne visant à mettre aux enchères la totalité des quotas d'émission entre 2013 et 2020. Aujourd'hui gratuit, ce dispositif, une fois devenu payant, contraindrait les entreprises à limiter leurs rejets de CO₂ et supporter dans leurs coûts une partie de cette pollution.

Mais Berlin cherche à exonérer de ces enchères certains secteurs très exposés à la concurrence internationale (acier, etc.) et à en limiter l'application à 20 % des quotas pour la plupart des autres secteurs, le reste des quotas continuant à être distribué gratuitement.

INQUIÉTUDE DES ONG

« Même la production d'électricité pourrait échapper à une mise aux enchères à 100 % », s'inquiète-t-on à l'ONG WWF, qui rappelle que les revenus issus de ces enchères doivent en principe servir à investir dans la lutte contre le changement climatique et à aider les pays du Sud à y faire face.

Le risque est que d'autres États

membres prennent modèle sur Berlin dans le contexte du ralentissement de l'activité mondiale. C'est également au nom de la compétitivité que la commission environnement du Parlement européen pourrait aujourd'hui se prononcer pour un allègement du projet de législation sur les émissions des automobiles. « Les constructeurs ont obtenu que la pleine application des pénalités en cas de dépassement des seuils d'émissions de CO₂ soit retardée à 2015 au lieu de 2012 », explique Stéphane Kerckhove, chez Agir pour l'environnement.

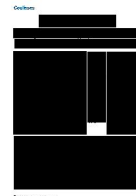
Hier Stavros Dimas, le commissaire européen à l'Environnement, s'est impatienté. « Nous avons une crise économique, nous avons une crise financière, nous avons une crise énergétique et nous avons une crise du climat. La crise du climat est permanente et menace la planète », a-t-il fustigé. Pas question pour lui d'arriver à la conférence climat de Poznan, début décembre, avec un « paquet » trop édulcoré.

LAURENT CHEMINEAU,
AVEC YANN-ANTONY NOGHÈS
À BRUXELLES



BERT VAN DEN BROUCKE/PHOTONEWS/GAMMA/ETDA PRESSE

Hier Stavros Dimas, le commissaire européen à l'Environnement, s'est impatienté : « Nous avons une crise économique, nous avons une crise financière, nous avons une crise énergétique et nous avons une crise du climat. La crise du climat est permanente et menace la planète. »



La vérité sur... les objectifs écologiques de l'Union

En mars 2007, les chefs d'Etat européens ont signé un accord pour lutter contre le réchauffement climatique. Mais entre doux rêve et réalité...

Hypocrisie. C'est le mot qui résume les objectifs écologiques que s'est fixés l'Europe. L'affichage « vert » des Etats consiste essentiellement en une litanie de vœux pieux auxquels personne ne croit vraiment. But de l'opération ? Endormir les opinions publiques. Depuis la grand-messe de mars 2007, les chefs d'Etat bataillent, à coups de mesures et de taxes, en feignant d'ignorer que ces efforts sont dérisoires devant l'ampleur de la tâche. Trois chiffres magiques résument le dessein européen : 20% d'économie d'énergie, 20% d'énergies renouvelables et 20% de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2020. Comment y parvenir ? La Commission européenne ne fixe pas la méthode. D'ailleurs, en privé, certains grands patrons européens de l'énergie avancent, avec un certain cynisme, que « dans l'industrie, personne ne croit à ces objectifs » ! *Challenges* tente donc de faire la part des progrès réalisables et de ceux qui tiennent du fantasme.

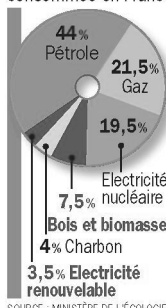
20% d'économie d'énergie

IMPROBABLE. La France consomme aujourd'hui 162 millions de tonnes d'équivalent pétrole (tep). En 2020, si la tendance se poursuit, elle consommera 180 millions de tep. Pour respecter les engagements européens, il ne faudrait pas dépasser 130 millions, autrement dit, économiser l'équivalent de la consommation annuelle de pétrole. Impensable !

Dans le bâtiment (42% des besoins énergétiques), l'objectif peut être atteint, comme l'explique Jean-Louis Borloo dans l'entretien ci-dessous. Dans les transports (32%), en revanche, le scepticisme est de rigueur. « *Même si les véhicules consommaient tous 20% de carburant en moins d'ici à 2020, cela ne ferait pas 20% d'économie*, estime Benoît Reynaud-Lacroze, consultant automobile. *Les moteurs deviennent efficaces quand ils sont chauds. Donc pour les trajets de moins de 3 kilomètres, qui représentent la moitié*

ENCORE BEAUCOUP D'EFFORTS

Energie finale consommée en France



L'énergie consommée en France provient aujourd'hui pour seulement 11% de sources renouvelables. Le chemin est long pour arriver à 20%.

des trajets en ville, l'économie sera négligeable. » Côté industrie, enfin (24%), les gros consommateurs sont bien sûr convaincus qu'il faut chasser le gaspillage énergétique, mais se refusent à chiffrer l'étendue des possibles. Et puis il y a un obstacle de bon sens, dit un analyste de Natixis : « *Comment convaincre une entreprise de vendre moins ? Les vendeurs de gaz, de pétrole ou d'électricité veulent tous croître. Ils ne vont pas le faire en vendant moins !* »

20% d'énergies renouvelables

IRRÉALISTE. Bonne nouvelle, puisque la France ne part pas de zéro : 11% de l'énergie consommée vient déjà de sources renouvelables, le bois et la biomasse pour l'essentiel, suivis de l'électricité hydraulique. Mais comment passer de 11 à 20% ? Inutile de miser davantage sur l'hydraulique, la quasi-totalité des sites sont en effet déjà exploités. La filière bois et biomasse continue, elle, à se développer, mais il serait illusoire

Jean-Louis Borloo, ministre de l'Ecologie et de l'Energie

L'industrie a intérêt à réduire sa consommation

Challenges. Comment économiser 20% d'énergie ?

Jean-Louis Borloo. Aujourd'hui, 42% de notre consommation est utilisée dans l'habitat. Or nous savons construire des bâtiments à énergie positive ou à basse consommation : on peut passer d'une moyenne de 240 kWh par mètre carré à moins de 50 kWh. Les bâtiments neufs atteindront ces nouvelles normes progressivement. De même, les bâtiments de l'Etat seront

renovés dans les dix ans. Et nous lançons une mesure innovante pour l'isolation thermique des particuliers. **Certains industriels n'y croient pas. Comment les convaincre ?** Quand une entreprise réduit ses émissions de CO₂ et sa consommation d'énergie, elle augmente sa productivité ! Le théorème de Porter l'a d'ailleurs démontré. La Poste en a fait l'expérience : elle a généralisé l'écoconduite. Résultat : baisse de 9% de

sa consommation ! Les industriels présents au Grenelle sont aujourd'hui convaincus que leur intérêt est de réduire leur consommation. **Et dans le transport ?** N'oubliez pas que la première voiture électrique a été inventée en 1899 par un Français, c'était la Jamais-Contente, qui roulait à 100 km/h. Le succès du bonus écologique a déjà permis de faire évoluer le marché de près de 50 %



vers les voitures les moins polluantes, ce qui nous a permis de réduire de 8 g le taux de CO₂ ! Les mesures du Grenelle vont aussi permettre de développer l'offre ferroviaire à grande vitesse et, dans les agglomérations, les transports collectifs en site propre. ■



Communauté européenne

de penser qu'on pourra multiplier la production par deux d'ici à 2020.

En réalité, l'engouement marqué par les électriciens pour le renouvelable est surtout un argument de communication. La filiale verte d'EDF (EDF EN) affiche bien des ambitions, essentiellement éoliennes et solaires, mais elles s'arrêtent en 2012 et atteignent à peine 10% de la production du groupe, à peine plus que ce qui se fait déjà en incluant l'hydraulique. GDF-Suez promet d'« atteindre 20% d'électricité renouvelable en France bien avant 2020 ». Mais il faut se rappeler que l'entreprise est avant tout gazière et que l'électricité représente à peine 10% de ses ventes en France !

Reste le solaire, dont le potentiel est de plus en plus reconnu. Les recommandations du Grenelle visent à installer 5400 mégawatts de panneaux photovoltaïques d'ici à 2020 avec d'énormes subventions. « Un immense gâchis », estime le collectif Sauvons le climat, qui a calculé que cet effort gigantesque entraînerait « un surcoût par rapport à l'électri-

cité classique de 3,3 milliards d'euros par an, de quoi construire un EPR chaque année ».

Et les agrocarburants ? Il suffirait d'incorporer 10% de carburant agricole dans l'essence ou le gazole pour atteindre les 20% d'énergie renouvelable. Sauf que depuis l'inauguration d'une pompe E-85 en 2006 par Thierry Breton, alors qu'il était encore ministre des Finances, les agrocarburants sont au banc des accusés. Motif : les terres agricoles doivent servir à nourrir l'humanité, pas à faire rouler les voitures. « Les agrocarburants de seconde génération, qui n'utilisent que la partie non comestible de la plante, ne soulèvent pas ces problèmes », corrige Matthieu Orphelin, de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie. Fort bien. Mais quand seront-ils prêts ? « Au mieux, les pilotes fonctionneront à partir de 2015, estime Benoît Reynaud-Lacroze. Pour une production industrielle vers 2020, si tout va bien. » Inutile donc de compter dessus pour atteindre les objectifs de Bruxelles.

Conseil européen du 9 mars 2007, à Bruxelles.

Si les 27 pays membres ont tous été d'accord pour se fixer des objectifs afin de lutter contre le réchauffement climatique, personne, dans l'industrie de l'énergie, n'y croit.

20% en moins d'émissions de gaz à effet de serre

DIFFICILE. D'abord, un constat du ministère de l'Environnement : « *Ce sont les centrales électriques thermiques qui seraient à l'origine de la plus forte hausse des émissions.* » La France, championne du nucléaire, avait pourtant banni les centrales au charbon et au gaz. Mais elles sont revenues avec la concurrence et... l'éolien ! Les nouveaux opérateurs, comme Poweo, ont en effet construit des centrales classiques pour concurrencer EDF. Quant à l'éolien, il a des effets secondaires : si le vent manque, seuls le gaz ou le charbon permettent de faire démarrer la centrale d'un claquement de doigts. Ils ont donc été réhabilités. Et leurs émissions de CO₂ ont compensé les économies des autres secteurs. Il existe pourtant des solutions techniques. Alstom travaille par exemple sur la capture et la séquestration du CO₂. Mais, là encore, « rien ne sera opérationnel avant 2020 », reconnaît le constructeur. **Paul Loubière**